

**Transcription de la déclaration orale
de M. Guillaume Chabert
Gouverneur de la France au FIDA**

42^{ème} session du Conseil des Gouverneurs du FIDA

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs les Gouverneur.e.s,
Mesdames et messieurs les délégué.e.s,

Cette année 2019 est la première de FIDA 11, et aussi une année importante à bien des égards pour la France, qui présidera cette année le G7.

La France est soucieuse de s'engager concrètement contre la pauvreté rurale et la faim, et déterminée à soutenir l'ambitieux programme de prêts et dons du FIDA. La France a augmenté de plus de 40 % sa contribution entre FIDA 10 et FIDA 11.

Nous sommes également fiers d'être l'un des premiers pays membres à octroyer au FIDA un prêt à des conditions très favorables à hauteur

de 50 millions d'euros, qui permettra au FIDA de diversifier ses instruments de financement.

Ce prêt sera signé et décaissé cette année. Il renforcera le partenariat déjà fort entre la France et le FIDA, en s'inscrivant dans la suite du prêt de 200 millions d'euros réalisé en 2017 par l'Agence Française de Développement.

L'année écoulée a été marquée au FIDA par des réformes opérationnelles importantes qui permettront davantage d'efficacité et d'efficience. Ce dynamisme est plus que jamais nécessaire alors que la faim continue, pour la troisième année consécutive, de progresser dans le monde.

La France soutient l'élan de transformation du FIDA, qui doit permettre une meilleure soutenabilité financière, une maîtrise des risques renforcée et des moyens d'intervention ciblant mieux les besoins des pays bénéficiaires et de leurs populations rurales.

La collaboration accrue avec le secteur privé amplifiera l'impact de l'action du FIDA, et je salue à cet égard le lancement du Fonds ABC.

La France est très attachée à ce que les prêts et dons du FIDA continuent de bénéficier en priorité aux pays et aux populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Cette priorité doit guider la transformation du FIDA et l'adaptation de ses produits financiers.

La France attend du FIDA la promotion d'une agriculture et d'un développement rural, inclusif et durable, où les femmes et les jeunes peuvent apporter leur contribution. Elle souhaite que des actions décisives soient prises pour renforcer les thématiques transversales dans les portefeuilles de projets.

Ces priorités se déclineront cette année au niveau international. Nous souhaitons que le FIDA puisse apporter une contribution active aux travaux du G7 dont la France exerce la présidence en 2019.

Le FIDA devra également apporter son expertise dans la mise en œuvre des recommandations du Groupe dit « Groupe des personnalités éminentes », qui a travaillé en 2017 et 2018 dans le cadre du G20. Le FIDA a toute sa place dans ces travaux qui doivent conduire à mieux articuler l'activité des différentes Banques multilatérales de développement et démultiplier l'efficacité de l'ensemble du système.

Je salue aussi le travail qui a été réalisé par le FIDA pour renforcer ses partenariats avec la FAO et le PAM. Nous attendons à cet égard le plan d'action des trois agences des Nations Unies à Rome pour le Sahel.

La France enfin attend beaucoup de l'engagement du FIDA au sein du système des Nations unies.

Je vous souhaite à toutes et à tous une très bonne 42ème session du Conseil des Gouverneurs du FIDA, avec des échanges fructueux et des tables-rondes enrichissantes.